

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE

PREFECTURE DE REGION

940582

A R R E T E

portant inscription de l'église Sainte-Marie Madeleine de
RENNES-le-CHATEAU, sur l'Inventaire Supplémentaire
des Monuments Historiques

LE PREFET DE LA REGION DU LANGUEDOC-ROUSSILLON
PREFET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT

Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre du Mérite

VU la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les Monuments
Historiques ;

VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs
des Commissaires de la République de Région ;

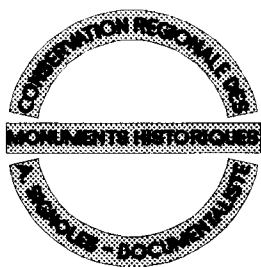
VU le décret n° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement
parmi les Monuments Historiques et à l'inscription sur
l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques ;

VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des
Commissaires de la République de Région une Commission Régionale
du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique ;

La Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et
Ethnologique de la Région Languedoc-Rousillon entendue en sa
séance du 23 juin 1994

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT que l'église Sainte-Marie Madeleine de RENNES-le-
CHATEAU (Aude) présente au point de vue de l'histoire et de l'art
un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation en
raison de ses qualités architecturales et de son décor de la fin
du XIX^e Siècle ;



MONTPELLIER le 19 septembre 1994

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : Est inscrite sur l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques, en totalité, l'église Sainte-Marie Madeleine de RENNES-le-CHATEAU (Aude) située sur la parcelle n° 8, d'une contenance de 5 a 80 ca figurant au cadastre section A et appartenant à la commune depuis une date antérieure au 1° janvier 1956.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre chargé de la Culture, sera publié au Bureau des Hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit, et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

ARTICLE 3 : Il sera notifié au Préfet du département et au Maire de la commune propriétaire, intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne de son exécution.

Montpellier, le

26 JUL 1994

Pour Le Préfet
Le Secrétaire Général
pour les Affaires Régionales



Yves DASSONVILLE

CONSERVATION HYPOTHEQUES CARCASSONNE

Taxe :
Sal : *cliffre* Dépôt n° 466/9116 Publié et
Tot : enregistré le - 8 AOUT 1994
Vol 1994 n° 5971

à percevoir Cent francs

Le Conservateur

P. DEVIC